

A l'attention des camarades de la CGT-INRA,

Nous, candidat-e-s du NPA dans l'Hérault (Martine Granier dans la 2^e, Thomas Balenghien dans la 3^e et Valérie Cabannes dans la 4^e) et leur comité de campagne, vous remercions de votre courrier qui nous permet de préciser notre position sur un sujet qui nous est cher, certain-e-s d'entre nous étant chercheurs ou enseignants chercheurs, certains en agronomie et pour certains militants CGT.

Nous ne pouvons que souscrire à votre analyse, d'abord car elle replace la déstructuration de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) dans un contexte plus large.

En effet, nous ne pourrions pas nous donner les moyens de changer de politique pour l'ESR sans faire tomber l'obstacle de la dette publique et son corollaire : les politiques d'austérité. Nous pensons que la dette publique est illégitime i) parce que le déficit primaire vient d'une diminution des recettes fiscales de l'état, ii) parce que la dette s'alourdit du paiement des intérêts, l'état s'étant obligé à emprunter aux banques privées, lesquelles empruntent presque gratuitement à la BCE et iii) parce que la dette a encore été aggravée par le transfert massif d'argent public pour soutenir les profits privés mis à mal par la crise des « subprimes ». Nous militons activement dans les Collectifs pour un audit citoyen de la dette publique de l'Hérault pour y défendre la nécessité de répudier la dette et d'imposer un moratoire immédiat du paiement des intérêts. A partir de là, il faudra nécessairement imposer une socialisation du système bancaire dans un seul et unique pôle publique bancaire, débarrassé d'activité spéculative et tourné vers l'investissement.

La déstructuration de l'ESR s'inscrit dans un vaste mouvement de destruction des services publics et de leur asservissement aux intérêts privés (privatisation réalisée de la poste et rampante de la SNCF, ou destruction de l'hôpital). Dans l'ESR, il s'agit de la mise en place du processus de Bologne, c'est-à-dire l'« économie de la connaissance ». Ainsi, l'« autonomie » des établissements (loi LRU) n'est qu'une mise en concurrence, dans un cadre de restriction budgétaire. Elle conduit en réalité à la mise sous tutelle de nombreux établissements qui n'arrivent plus à équilibrer leur budget. Cette mise en concurrence est renforcée par le financement des projets scientifiques sur appel d'offre et à court terme que vous dénoncez avec raison.

Tout est fait au prétexte de l'« excellence », qui se résume à apparaître dans les classements internationaux de type Shanghai. L'attribution des financements dits « d'excellence » (Equipex, Labex, Idex) dessine une carte universitaire élitiste qui délaisse des régions entières (par exemple le Grand Ouest).

En fait, c'est bien une soumission du secteur aux intérêts privés qui s'opère : financement des recherches ayant un débouché économique immédiat, généralisation des filières professionnalisantes pour les étudiants, pilotage du secteur par le patronat qui a fait son entrée massive dans les conseils d'administrations au détriment des élus personnels et étudiants (comme à l'INSERM, où le pouvoir décisionnel est passé ces dernières années des chercheurs, aux médecins, et maintenant aux groupes pharmaceutiques).

L'emploi précaire explose (20 % du secteur ESR), pour les personnels administratifs et techniques comme pour les « jeunes » chercheurs, qui enchaînent les CDD souvent bien au-delà de 30 ans. Le nombre d'agents non statutaires continue d'augmenter dans un

contexte où l'emploi devient la variable d'ajustement des budgets des universités et des organismes de recherche.

La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) s'applique avec brutalité à l'INRA comme dans d'autres EPST (CNRS, INSERM,...) ou EPIC comme au Cirad, à Montpellier. En restructurant les services administratifs, en externalisant certains métiers, la RGPP entraîne la perte d'emplois et dégrade les conditions de travail.

Notre programme d'urgence pour l'enseignement supérieur et la recherche que le NPA a porté pendant la campagne présidentielle (<http://poutou2012.org/Enseignement-Superieur-et-la>) et qu'il porte en ce moment pour les législatives comporte entre autres :

- l'abrogation des contre-réformes (LRU et pacte pour la recherche, LMD, Contrat Doctoral Unique et Masterisation) ; la dissolution des agences de mise en concurrence (ANR et AERES) ; la sortie du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne et la construction d'un grand service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur tout le territoire, indépendant des intérêts du patronat et des marchés ;
- un plan de titularisation massif de tous les précaires dans la fonction publique ; dans l'ESR, nous revendiquons l'intégration à la fonction publique des 50 000 agents non statutaires et l'embauche de 100 000 personnels supplémentaires ; pas de salaire en dessous de 1 700 euros net, augmentation de 300 euros pour toutes et tous ; une véritable politique d'amélioration de leurs conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ;
- le financement récurrent des équipes permettant de mettre en place une recherche dans la durée ; suppression du crédit-impôt-recherche ; retrait de la RGPP et des « plans d'action » qui la mette en place dans les organismes de recherche.

Nous sommes particulièrement sensibles à votre conception de la recherche en agronomie qui rejoint nos préoccupations pour le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, favorisant les circuits courts de production et de distribution, permettant la reconquête du territoire par des exploitations à taille humaine et le redéveloppement des coopératives agricoles évitant notamment le surendettement des agriculteurs. Nous soutenons le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés dans la mesure où la quasi-totalité des OGM commercialisés sont le fait des grands groupes « fidélisant » leur clientèle en les obligeant à utiliser leurs insecticides et les enfermant dans le rachat perpétuel de leurs semences avec des méthodes dignes de véritables mafias (contrats léonins, procès, intimidations...).

Enfin, nous sommes particulièrement heureux que la retraite à 60 ans après 37,5 annuités reste une de vos revendications. Nous sommes le seul parti politique, avec LO, à continuer à la revendiquer.

Avec les candidat-e-s du NPA de l'Hérault comme députés, vous trouveriez des relais obstinés de vos revendications. Nous vous disons à bientôt, dans la rue, lorsque nous aurons à lutter contre les plans d'austérité qui s'annoncent.

Bien camaradement,

Les candidat-e-s du NPA dans l'Hérault